

SÉRIE - PAYS DE LIÈGE: C'EST GRAVE, DOCTEUR? (11)

»Ont-ils les moyens financiers?«

PAUL VAUTE

Mis en ligne le 09/04/2005

Pour Jordan Atanasov, secrétaire régional de la CSC Métal, les blocages politiques n'expliquent pas tout...

Le rapport Liège 2020 doit faire prendre conscience que nous faisons du surplace.

Il faut à Liège «un homme fort qui imprime des axes».

ENTRETIEN

Secrétaire régional de la CSC Métal après avoir été délégué à Cockerill Sambre, Jordan Atanasov s'interroge, comme beaucoup d'autres responsables, sur le respect par Arcelor de ses engagements. Au-delà, c'est sur sa vision de l'avenir économique du bassin liégeois que nous l'avons interrogé.

Le haut-fourneau 6 sera bientôt éteint. Beaucoup déplorent que cette échéance n'ait pas été bien préparée.

Il y a un sentiment de grande déception par rapport aux engagements pris dans l'accord négocié avec Arcelor. Nous avons une structure avec le Groupe de redéploiement (GRE) mais elle n'a pas concrétisé de projet.

Blocage politique?

Il y a un blocage politique mais aussi un autre problème: ont-ils les moyens financiers pour agir?

La guerre des chefs qui sévit au sein du PS liégeois n'est quand même pas sans influence...

Je ne vais pas me prononcer là-dessus mais ce que tout le monde souhaite, c'est un homme fort qui imprime des axes.

Les centres de décision économiques s'éloignent. Et pourtant, on continue d'attendre beaucoup du politique...

Le politique doit préparer le terrain comme on le fait dans un aéroport. Si un paysage est trop disparate, les entreprises hésiteront à atterrir. A cet égard, nous ne partageons pas le point de vue de ceux qui veulent que la Région wallonne mette en vente les actions qu'elle détient à Arcelor via la Sogepa. Ce n'est peut-être pas beaucoup en quantité mais cela permet à la Région d'avoir un poids. Dans la négociation, c'est la menace d'une action judiciaire intentée par la Région qui a permis d'aboutir.

Faut-il une organisation européenne, voire mondiale des syndicats?

Il y a une instance européenne et nous nous rencontrons, mais les traditions syndicales restent différentes. En Allemagne, ils ont concédé des baisses salariales contre des garanties d'emploi. Ce ne serait pas acceptable chez nous.

Entre l'accroissement des marges des entreprises existantes et la création de nouvelles activités, où faut-il placer la priorité?

Dans un premier temps, il faut se reposer sur ce qui existe. Mais il faudra aussi promouvoir d'autres activités porteuses.

Comment réagissez-vous quand l'administrateur délégué de Cockerill Sambre Gilles Biau affirme que l'absentéisme à Liège est trois fois supérieur à la moyenne du groupe Arcelor?

C'est un constat que je ne partage pas. Les situations ou les critères pour calculer l'absentéisme ne sont pas uniformes au sein du groupe. Il n'y a pas de modèle pour comparer.

A quel scénario croyez-vous le plus parmi ceux du groupe de réflexion Liège 2020?

Il faudrait tendre vers le plus optimiste. Mais indépendamment des scénarios, la raison d'être de cette étude, c'est qu'il fallait faire prendre conscience que nous faisons du surplace.

Ne faut-il pas remettre en cause une certaine tradition syndicale peu favorable chez nous à l'esprit d'entreprise?

Je ne perçois pas un état d'esprit anti-entreprises, au contraire. Les Liégeois s'identifient à leur région et même à l'outil

industriel. On l'a bien vu à l'annonce de la fermeture d'Arcelor. Cockerill Sambre fait partie du patrimoine liégeois.

© La Libre Belgique 2005

Retour

Cet article provient de <http://www.lalibre.be>

"Il faut un remède de cheval à Liège"

- Pour Georges Hübner, les dirigeants politiques doivent laisser l'initiative au secteur privé dans bien des domaines.
- Il plaide pour une paix sociale et le renforcement des outils économiques.
- Le salut passe par la formation et l'esprit d'entreprendre.

ENTRETIEN

PHILIPPE LAWSON

Professeur de gestion financière à la nouvelle "Business school" née du rapprochement entre l'École de l'Administration des affaires (EAA) de l'Université de Liège et les HEC, Georges Hübner passe en revue les maux de Liège et les efforts à faire pour garantir le succès au redéploiement économique.

Que pensez-vous de la réponse des Liégeois face à l'arrêt du chaud?

On ne s'y est pas suffisamment bien préparé et en toute honnêteté, je ne peux pas considérer que l'économie liégeoise, dans toutes ses composantes, soit actuellement capable de faire face à la situation qui est, surtout liée à la mondialisation. Ce qui se passe à Liège l'a déjà été dans d'autres régions qui ont réagi par la formation de manière beaucoup plus importante. Pour les gens qui ont la chance d'avoir un niveau de formation élevé, le problème n'est pas grave. Le salut du bassin liégeois doit se retrouver

dans l'esprit d'entreprendre et le rôle de l'Université en matière de formation et la création d'entreprises. Celle-ci le joue pleinement au regard notamment de la création des spin-off. Mais il n'y a pas de tissu financier suffisamment étendu à Liège pour permettre à ces entreprises de se développer.

Que préconisez-vous?

La recapitalisation de Meusinvest se fait attendre et les outils comme la SRIW (*Ndir: Société régionale d'investissement de Wallonie*) et Meusinvest ne suffisent pas. Il faut les renforcer en leur octroyant une assise financière plus importante. Par ailleurs, il faut que les pouvoirs publics comprennent qu'ils ne peuvent pas se substituer éternellement aux investissements privés. Ils peuvent jouer un rôle au niveau de l'amorçage des initiatives, mais les investissements privés doivent prendre le relais et mettre des moyens à la disposition des entreprises surtout dans des secteurs spécialisés comme la biotechnologie ou la nanotechnologie. Les moyens humains existent, il ne manque que les moyens financiers.

Pensez-vous qu'on a suffisamment pris en compte à Liège les exigences de la mondialisation?

Je n'en ai pas l'impression. Le gros avantage des économies comme celle des États-Unis ou de la Grande-Bretagne est qu'elles sont marquées par une grande flexibilité notamment dans le monde du travail. Nous avons une tradition à Liège dont on n'a pas à rougir,



► Pour Georges Hübner, Liège ne doit plus y aller par quatre chemins.

mais elle n'est plus adaptée aux exigences de la société moderne. Prenez l'exemple du rapprochement entre l'Université de Liège et les HEC qui est plus une nécessité qu'une opportunité. Si on ne l'avait pas réalisé,

on se serait retrouvé en difficulté par rapport à l'Université de Maastricht en matière de taille. Il y a d'autres hérésies à Liège dont on ne veut pas parler comme la présence d'un réseau d'entreprises publiques

qui mérite une bonne dose de rationalisation. Il faut également mettre des gens qu'il faut à la place qu'il faut.

Que dire du rôle du politique?

J'ai tendance à penser qu'il est surévalué, car on avancera plus vite en laissant l'initiative au secteur privé. Je me réjouis de voir que même les syndicats optent pour un patron d'entreprise pour remplacer Guy Mathot à la tête du Groupement de redéploiement économique (GRE) du bassin liégeois. Le gros problème qu'on a en Wallonie, et en particulier à Liège, est cette façon de penser que la recherche de l'équilibre passe nécessairement par le fait de ménager les uns et les autres pour que chacun trouve une place dans les structures. La preuve est la saga au sein du GRE. Liège et le Hainaut vont mal tout comme la Wallonie, tout le monde fait ce constat. Le livre du sénateur Destexhe auquel j'ai participé, le dit clairement. La seule solution passe par un remède de cheval. Les partis politiques liégeois doivent trouver un consensus, le présenter conjointement aux citoyens et tout le monde doit travailler dans la même direction et s'il le faut signer un document.

Quelles sont les voies de redéploiement du bassin?

Liège doit donner un signal fort en terme de soutien aux secteurs innovants. On invoque la logistique et il est vrai qu'elle est un atout pour le bassin, mais il faut s'inscrire dans une démarche proactive qui passe par un consensus au niveau de tous les acteurs (politiques, économiques, syndicaux) afin d'attirer les capitaux étrangers. Nous en avons besoin notamment dans le secteur de la biotechnologie où nous sommes excellents à Liège. Sans oublier une paix sociale qui est primordiale. Il faut aussi que nous croyons en nous pour que les gens le fassent également. ■

Le PS a une grande responsabilité dans la relance

- L'acquis économique peut toujours être préjudiciable à la productivité. Il faut donc aussi prendre des risques.

Que pensez-vous de l'étude 2020 qui voit l'avenir de Liège entre l'enfer et le paradis?

C'est un excellent travail, car il s'agit d'une étude de scénarios et de sensibilité qui permet de cerner les dimensions dans lesquelles il faut travailler. Il est difficile d'imaginer le scénario du phénix, car il y a encore beaucoup de travail à faire. Je l'appelle de mes vœux, car en 2020 j'aimerais toujours rester à Liège et vivre dans un Eldorado.

Et la polémique suscitée par le livre du sénateur Destexhe (MR) qui a bénéficié de vos analyses?

Tout d'abord, il s'agit d'un problème de

communication au sein de son parti. Il aurait eu plus d'impact s'il avait été épaulé par le MR. Personne ne peut nier aujourd'hui que la Wallonie n'est pas dans un état positif. Le ministre wallon de l'Économie Jean-Claude Marcourt (PS) a eu l'honnêteté de reconnaître que la Wallonie va mal et le ministre-Président Van Cauwenberghe (PS) n'a fait que défendre son bilan. On peut faire à M. Destexhe tous les reproches qu'on veut, mais lancer un brûlot de ce type dans le cas de la Wallonie, c'est faire preuve d'esprit citoyen.

Comment voyez-vous l'avenir du bassin liégeois dans ce tableau?

Je crois que le PS a une responsabilité très forte dans la réussite du redéploiement, car il est le parti omniprésent et omnipotent à Liège. C'est à ses dirigeants de voir s'ils veulent laisser la place à l'initiative privée de se développer. Il leur revient

aussi de fédérer les autres partis démocratiques autour d'un projet commun. On ne peut pas perpétuellement s'inscrire dans la tradition de préservation des acquis économiques sans perdre au niveau de l'accroissement de la productivité. Il faut oser prendre des risques.

Et la vente des parts de la Région wallonne d'Arcelor?

Personnellement, je n'y suis pas défavorable, car ce n'est pas le rôle que doit jouer l'État dans une entreprise comme Arcelor. Ce n'est pas en étant actionnaire d'une multinationale qu'il peut défendre utilement ses intérêts. L'exécutif régional réaliserait une plus-value économique en investissant en Wallonie qu'en étant actionnaire d'une multinationale. Cette attitude traduit encore la stratégie de préservation des acquis économiques qui ne paiera pas à long terme. (Ph. Law.) ■

SÉRIE - PAYS DE LIÈGE, C'EST GRAVE DOCTEUR? LE BILAN

Pour un état d'urgence économique

PAUL VAUTE

Mis en ligne le 11/04/2005

**Quelques leçons de nos entretiens avec des acteurs liégeois de premier plan.
Oui, la situation est grave. Pour guérir, il y a un rideau de fer mental à détruire.**

ANALYSE

Même si l'incertitude n'a cessé de peser sur la date, nous sommes à une encablure de la mise au rebut du premier haut-fourneau chaud à Liège. Avec ses suites programmées ou non, ce tournant va forcer le bassin à négocier un tournant historique. Sera-ce pour s'engager sur les voies du déclin ou sur celles du redéploiement?

Ces deux dernières semaines, la «Gazette de Liège» a interrogé, sur leur vision de l'avenir principautaire, douze acteurs de premier plan. Aucun d'eux n'a nié la gravité de notre état, au grand dam sans doute des esprits angéliques qui, confondant information et communication, voudraient qu'on édulcore le tableau pour mieux vendre l'image de la région. C'est oublier qu'il n'est pas de crédibilité sans vérité, pas de chute du rideau de fer sans transparence (*glasnost*).

Le rideau de fer? Il est dans nos têtes, nos attitudes, nos pratiques politiciennes. Qu'une structure telle que le Groupe de redéploiement, qu'un opérateur tel que le Port autonome, aient été et soient toujours condamnés à une longue errance à cause de l'état de santé d'un cacique ou de la guerre que se livrent ses héritiers, c'est de l'ordre du scandale quasi unanimement déploré. Il y avait un sursis de deux ans, il n'y a plus que du temps irrémédiablement perdu.

Notre rideau de fer, c'est aussi de crier haro sur les entrepreneurs coupables de tous les maux gestionnaires, sociaux, environnementaux, éthiques... Les fautes ou les frilosités - réelles - de quelques-uns ne sauraient justifier l'acharnement idéologique mis à décourager ceux qui pourraient investir sous nos cieux.

Ecouter les consommateurs

Que faire? Sauver les meubles, épargner un maximum d'emploi: tous le disent. Mais ensuite, ou mieux encore en même temps, et tous le disent aussi, tirer le rideau sur une histoire industrielle qui fut glorieuse mais se consume aujourd'hui en ruines handicapantes. Il faut retrouver l'esprit, le talent qui fit de grandes choses hier et peut en faire d'aussi grandes aujourd'hui, mais autres et autrement.

A cet égard, nous sommes frappés par le silence de tous nos interviewés, sans exception, sur... le consommateur. C'est pourtant à partir de lui, comme destinataire de toute activité économique, que devraient s'opérer les grands choix. La compréhension, voire l'intuition du marché constituent une des clés de la réussite. Que fait-on pour en transmettre la maîtrise?

Ce disant, nous n'oublions pas les répercussions sur les entreprises qui vivaient en symbiose avec le chaud ou sur celles qui se trouvent en aval et nourrissent déjà les plus grandes craintes devant la hausse du prix de l'acier. Même si c'est un truisme, il n'a cessé d'être rappelé, au cours de nos entretiens, que nous n'avons pas de matière première autre que la grise ou, si l'on préfère, pas de pétrole mais des idées. L'enseignement, la formation professionnelle et la recherche méritent que la société leur consente davantage de sacrifices. Ils devraient constituer nos voies royales, épaulés par la culture liégeoise de l'innovation et de l'initiative, sans oublier l'attachement viscéral à une identité forte, favorable aux solidarités et au consensus. Au Ve siècle avant Jésus-Christ, déjà, l'historien grec Thucydide observait que «*la force de la Cité n'est pas dans ses vaisseaux ni dans ses remparts, mais dans le caractère de ses citoyens...*»

© La Libre Belgique 2005

Retour

Cet article provient de <http://www.lalibre.be>